



VILLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

ARRÊTE MUNICIPAL RELATIF AU STATIONNEMENT SUR LES VOIES DE LA COMMUNE OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Le Maire de la Ville de Saint-Maur-des-Fossés,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-1 et suivants, L.2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.325-1, R.325-2 et suivants, R.417-1, R.417-10 et suivants,

Vu l'arrêté municipal DGS014 en date du 24 mars 2026, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Bruno BISMUTH, Maire-Adjoint,

Vu la demande de [REDACTED] - « LE VIP » du 31 mars 2026,

Vu la permission de voirie n° IF 094 068 26 00218, du 24 avril 2026,

Considérant l'installation et l'usage d'une **terrasse aménagée** pour le commerce LE VIP situé au 1, avenue Victor Hugo - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES - par [REDACTED] il y a lieu de modifier provisoirement les dispositions de stationnement, **avenue Victor Hugo, jusqu'au 31 octobre 2026.**

ARRETE

ARTICLE I : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré gênant, **avenue Victor Hugo, au droit du n°1, sur 1 emplacement, jusqu'au 31 octobre 2026.**

ARTICLE II : Le présent arrêté sera affiché **48h00** avant le début de l'installation si les places de stationnement réservées sont situées hors zone bleue, **7 jours** avant le début de l'installation, si les places de stationnement réservées sont situées en **ZONE BLEUE**. Les interdictions de stationnement seront matérialisées par des panneaux réglementaires mis en place par le demandeur qui restera responsable de son maintien en bon état de visibilité.

ARTICLE FINAL : Madame la Commissaire de Police ou son représentant, Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Madame la responsable de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter les dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique sur le site de la Ville, et copie sera adressée à :

- Au demandeur,
- A Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
- A Monsieur le Capitaine de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris,
- A Madame la Commissaire de Police ou son représentant,
- A chacun des fonctionnaires et agents chargés de son exécution.

- Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de MELUN, 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex - Téléphone : 01 60 56 66 30 - Télécopie : 01 60 56 66 10, ou par Télérecours Citoyen (<http://citoyens.telerecours.fr>), dans un délai maximal de deux mois, à compter de la notification de la présente, conformément aux articles R.421-1 et R421-2 du Code de justice administrative ;
- d'un recours gracieux formulé auprès de Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - Place Charles de Gaulle - 94107 Saint-Maur-des-Fossés cedex. Un tel recours gracieux emporte des effets de droits et la suspension du délai de recours contentieux dans des conditions conformes aux règles de la procédure contentieuse administrative.

<i>Certification exécutoire</i>

Fait en Mairie de Saint-Maur-des-Fossés,
Le vingt-quatre avril deux mille vingt-six,
Pour le Maire,
Et par délégation,
Le Maire-Adjoint,

Bruno BISMUTH



30 AVR. 2026

Date de publication électronique

Service : CONCESSIONNAIRES

Domaine : STATIONNEMENT

Caractéristique : TEMPORAIRE

Hôtel de Ville

Téléphone : 01 45 11 65 65

Courriel : nouscontacter@mairie-saint-maur.com

Toute correspondance doit être adressée à

Monsieur le Maire de Saint-Maur - Hôtel de Ville - 94107 SAINT MAUR DES FOSSES CEDEX

REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE

THE GENERAL LAND OFFICE has the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the above mentioned matter. The same has been referred to the proper authorities for their consideration and they will be glad to advise you of the result of their deliberations.

It is to be regretted that the same authorities are not in a position to give you a definite answer at this time, but they will endeavor to do so as soon as possible. In the meantime, you are advised to continue to hold the land in question in the same manner as you are at present doing.

Very respectfully,
COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE



23 APR 1902